RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr
Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-114899

Département(s) de publication : **06**
Annonce n° **26-114899**

Section 1 - Acheteur

1.1 **Acheteur**

Nom officiel : Métropole Nice Côte d'Azur

Forme juridique de l'acheteur : Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 **Procédure**

Titre : 25N0600 - Mission de conseil et d'assistance juridique pour les procédures d'urbanisme de la Métropole Nice Côte d'Azur

Description : La présente consultation est lancée suivant la procédure : Marché à procédure adaptée - articles R.2123-1-3° et R.2123-2 du Code de la commande publique. Aucun groupement de commande n'est prévu. La consultation a pour objet de fournir à la Métropole Nice Côte d'Azur des prestations de conseil et d'assistance juridiques dans le cadre des procédures d'urbanisme : la révision et les évolutions du PLU métropolitain (PLUm) et des projets d'aménagement. Par ailleurs, cette prestation concerne également les annexes du PLUm en cours d'élaboration, le règlement local de publicité métropolitain (RLPm), les Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR), le DPUm ainsi que tout autre document de planification dont le maître d'ouvrage a la charge. Le PLUm Nice Côte d'Azur, valant plan de déplacements urbains, a été approuvé le 25 octobre 2019. Dans ce cadre, la Métropole souhaite s'associer l'expertise d'un cabinet juridique notamment spécialisé en droit de l'urbanisme, en droit de l'environnement, droit des collectivités territoriales, droit de l'aménagement et immobilier. L'objectif est d'assurer la sécurisation juridique des différentes procédures d'urbanisme à toutes les étapes du dossier, des documents de planification et projets d'aménagement. Le présent contrat pourra être attribué à un seul opérateur économique ou à un groupement d'opérateurs économiques. Si le présent contrat est attribué à un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement. Cette dernière disposition ne trouve pas à s'appliquer dans le cas de groupement d'opérateurs économiques dont les membres seraient des opérateurs économiques dont la solidarité serait impossible pour des raisons règlementaires (exemple professions d'avocats, contrôle technique, coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, etc...). Comme indiqué à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat

pour un même marché. Il est interdit de présenter pour le marché ou certains de ses lots plusieurs candidatures en agissant à la fois : - En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ; - En qualité de membres de plusieurs groupements. Montant minimum par période : 10 000 Euros Montant maximum par période : 100 000 Euros Estimation de l'administration par période : 68 651,00 Euros HT Durée du marché : 48 mois (12 mois reconductibles 3 fois)

Identifiant de la procédure : ce2c721e-c185-4afe-be3d-196478b199a5

Identifiant interne : 25N0600

Type de procédure : Ouverte

Principales caractéristiques de la procédure : Marché à procédure adaptée – articles R.2123-1-3° et R.2123-2 du Code de la commande publique

2.1.1 **Objet**

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79111000 Services de conseil juridique

2.1.2 **Lieu d'exécution**

Adresse postale : Métropole Nice Côte d'Azur

Ville : Nice

Code postal : 06000

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

2.1.3 **Valeur**

Valeur estimée hors TVA : 68,651 **Euro**

2.1.4 **Informations générales**

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

Section 5 - Lot

5.1 **Identifiant technique du lot** : LOT-0001

Titre : Mission de conseil et d'assistance juridique pour les procédures d'urbanisme de la Métropole Nice Côte d'Azur

Description : Fournir à la Métropole Nice Côte d'Azur des prestations de conseil et d'assistance juridiques dans le cadre des procédures d'urbanisme : la révision et les évolutions du PLU métropolitain (PLUm) et des projets d'aménagement. Par ailleurs, cette prestation concerne également les annexes du PLUm en cours d'élaboration, le règlement local de publicité métropolitain (RLPm), les Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR), le DPUm ainsi que tout autre document de planification dont le maître d'ouvrage a la charge. Le PLUm Nice Côte d'Azur, valant plan de déplacements urbains, a été approuvé le 25 octobre 2019. Dans ce cadre, la Métropole souhaite s'associer l'expertise d'un cabinet juridique notamment spécialisé en droit de l'urbanisme, en droit de l'environnement, droit des collectivités territoriales, droit de

l'aménagement et immobilier. L'objectif est d'assurer la sécurisation juridique des différentes procédures d'urbanisme à toutes les étapes du dossier, des documents de planification et projets d'aménagement.

Identifiant interne : 25N0600

5.1.1 **Objet**

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79111000 Services de conseil juridique

Options :

Description des options : Des modifications des marchés en cours d'exécution (dispositions des articles R.2194-1 à 9 du Code de la commande publique), et/ou des prestations similaires (dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique) pourront être conclus, dans le respect des seuils de mise en concurrence de l'article L.2123-1 du Code de la commande publique. Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle.

5.1.2 **Lieu d'exécution**

Adresse postale : Métropole Nice Côte d'Azur

Ville : Nice

Code postal : 06000

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 **Durée estimée**

Durée : 48 **Mois**

5.1.4 **Renouvellement**

Nombre maximal de renouvellements : 3

5.1.5 **Valeur**

Valeur estimée hors TVA : 68,651 **Euro**

5.1.6 **Informations générales**

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Informations complémentaires : A: Pièces à remettre au titre de la candidature : Liste des principaux services : Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Chiffre d'affaire : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur le dernier exercice disponible en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ce chiffre d'affaire est disponible. B: Eléments nécessaires au choix de l'offre : - Acte d'engagement (à remplir et pouvant être signé) - Pièce financière unique - Cadre de Mémoire Technique C: Clauses sociales: L'acheteur, dans un souci de promotion de

l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause sociale. L'article "Conditions sociales du marché" du CCAP précise à cet égard les modalités de mise en oeuvre de cette action.

5.1.10 **Critères d'attribution**

Critère :

Type : Prix

Description : Le prix n'est pas le seul critère d'attribution, tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché.

5.1.11 **Documents de marché**

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Adresse des documents de marché : https://commandepublique-nca-vdn-ccas.safetender.com

5.1.12 **Conditions du marché public**

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : https://commandepublique-nca-vdn-ccas.safetender.com

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 07/01/2027 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 4 **Mois**

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés : Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : **non**

Le paiement en ligne sera utilisé : **non**

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : Si le présent contrat est attribué à un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement. Cette dernière disposition ne trouve pas à s'appliquer dans le cas de groupement d'opérateurs économiques dont les membres seraient des opérateurs économiques dont la solidarité serait impossible pour des raisons règlementaires (exemple professions d'avocats, contrôle technique, coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, etc...).

5.1.15 **Techniques**

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 **Informations complémentaires, médiation et réexamen**

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif

Informations relatives aux délais de recours : 1) le référé précontractuel (articles L.551-1 à L. 551- 12, et R.551-1 à R. 551-6 du code de justice jusqu'à la signature du contrat 2) le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R.551-10 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne, req. n°358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées 4) Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 152-1 du code de commerce (référé « secret des affaires » article R 557-3 du CJA) La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Métropole Nice Côte d'Azur

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Métropole Nice Côte d'Azur

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal Administratif

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Métropole Nice Côte d'Azur

Organisation qui traite les offres : Métropole Nice Côte d'Azur

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Métropole Nice Côte d'Azur

Numéro d'enregistrement : 20003019500115

Adresse postale : 5 rue de l'Hôtel de Ville

Ville : Nice cedex 3

Code postal : 06203

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

Point de contact : M. le Président

Adresse électronique : marches-dgaea@nicecotedazur.org

Téléphone : 0497134289

Adresse internet : https://commandepublique-nca-vdn-ccas.safetender.com

Profil de l'acheteur : https://commandepublique-nca-vdn-ccas.safetender.com

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal Administratif

Numéro d'enregistrement : 17060005000026

Adresse postale : 18 Avenue des fleurs CS61039

Ville : Nice Cedex 1

Code postal : 06000

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-nice@juradm.fr

Téléphone : 0489988600

Adresse internet : http://nice.tribunal-administratif.fr

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 296b2b72-95cf-4fde-a4b1-df3178df8b57 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché – régime assoupli

Date d’envoi de l’avis : 26/11/2026 à 14:43

Langues dans lesquelles l’avis en question est officiellement disponible : français

---

Date d'envoi du présent avis à la publication : 26/11/2026